



## **Assemblée générale du 29 février 2020 à Paris Motion adoptée à l'unanimité**

En cette année du 75e anniversaire de la Libération des camps, force nous est de constater que la mémoire des crimes nazis peut subir des manipulations politiques et des distorsions de langage susceptibles de conforter des idéologies qui vont à l'encontre des valeurs sur lesquelles repose cette mémoire.

Les récipiendaires et militants de la mémoire que nous sommes, ne peuvent que dénoncer cette utilisation qui consiste non plus seulement à nier ou à réviser mais bien à subvertir. Joli tour de passe-passe où l'antonyme assimilé au synonyme devient une véritable arme de guerre rhétorique et donc politique.

Ainsi le Parlement Européen, pour le 80e anniversaire du déclenchement de la Seconde Guerre Mondiale, a voté un texte intitulé « Importance de la mémoire européenne pour l'avenir de l'Europe ». Il s'agit d'examiner les causes de la Seconde Guerre Mondiale en les ramenant au seul pacte Molotov/Ribbentrop de non-agression entre l'Allemagne nazie et l'Union Soviétique et alors que les gouvernement des démocraties occidentales faisaient leur la philosophie de la France "Plutôt Hitler que le Front Populaire. Ce faisant, le texte renvoie à peu près dos à dos nazisme et communisme sous le terme unique de totalitarisme (on verra d'ailleurs que choisir ce terme est hautement signifiant) responsable à « l'holocauste près », (l'expression est employée telle quelle dans le texte) des terrifiantes pertes et souffrances infligées aux peuples européens. Ce faisant, le texte crée des confusions historiques sur les visions du monde catégoriquement opposées qui ont présidé à ces idéologies.

Il convient comme dans toute bonne démarche historique qui tend à établir une certaine vérité de soumettre cette assertion à l'épreuve de la chronologie des faits en opérant un bref recul historique, sans prétendre à l'exhaustivité ni à l'originalité d'ailleurs puisque nombre de chercheurs ont établi depuis longtemps l'analyse qui suit.

Les conditions économiques imposées à l'Allemagne qui remontent au Traité de Versailles, font s'enchaîner de manière implacable la défaite et la ruine de l'Allemagne doublée par la crise

orchestrée par le capitalisme en 1929 et débouchant, face à l'impuissance de la République de Weimar, sur la prise du pouvoir par Hitler en 1933. A partir de là tout est écrit dans *Mein Kampf*: le pangermanisme, la haine des juifs, la revanche à l'Ouest, la colonisation à l'Est et l'esclavage des « sous-hommes ».

On voit ainsi que le nazisme nourri de la crise économique et du traité de Versailles jugé humiliant, galvanisé par la complaisance coupable des démocraties occidentales, concrétisée par la non-intervention en Espagne, trouve en quelque sorte sa légitimité dans la conférence inique de Munich dont ont été exclues, avec la complicité de la France et de l'Angleterre, la Tchécoslovaquie et l'URSS ouvrant ainsi la porte à l'invasion et au démantèlement de la Tchécoslovaquie.

Si nous revenons à cette résolution du Parlement européen, nous voyons que sont totalement ignorés les vingt-sept millions de morts soviétiques, sans oublier les dix millions de polonais et les six millions de Juifs, ainsi que les fondements même d'un système qui a abouti à la mort industrielle des Juifs, des Tziganes et de tous les « indésirables », à savoir le racisme, l'antisémitisme et l'homophobie.

En votant ce texte, le Parlement Européen a voulu instituer une histoire européenne officielle, déjà commencée depuis plus de 15 ans dans les programmes scolaires qui accolent les « deux totalitarismes nazi et soviétique ». L'UE institue ainsi un anticommunisme d'État qui permet à des gouvernements de pays d'Europe de l'Est, Pologne, Roumanie, Ukraine, Hongrie, Pays baltes d'interdire l'existence d'un parti communiste et d'arriver de fait à une criminalisation du terme « communisme ».

Réunis à Madrid, le 2 novembre 2019, les comités internationaux des camps de concentration et d'extermination nazis dénoncent cet amalgame mensonger et réclament la réécriture de cette résolution qui met sur un pied d'égalité les victimes du nazisme et celles du stalinisme. Nous nous associons à cette demande non seulement pour rétablir la vérité historique mais aussi pour rendre à la mémoire un des rôles qui lui avait été attribué dans nombre de serments proférés à la libération des camps par les rescapés, à savoir servir de garde-fou contre la résurgence des crimes nazis et des idéologies xénophobes racistes, antisémites et homophobes qui sous d'autres formes sont toujours présentes.